

JUIN 2022

CADRE DE FONCTIONNEMENT DE GESTION DES SOINS EN CENTRE DE VACANCES



REALISE PAR



Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	1
1. INTRODUCTION	2
2. ADMINISTRATION DES MÉDICAMENTS	2
2.1. TRAITEMENTS EN COURS ET CAS SPÉCIFIQUES.....	2
Dans ce type de situation :	2
Dans tous les cas :	3
2.2. MÉDICAMENTS FOURNIS PAR NOS SOINS	4
Paracétamol.....	5
Pommades apaisantes pour hématomes et piqûres d'insectes.....	5
Antiseptique	5
Cooling en cas de brûlure	5
2.3. POINTS D'ATTENTION	7
3. COMPOSITION DES BOITES DE SOINS ET TROUSSE DE SECOURS	7
4. FICHE SANTÉ.....	7
5. RESPONSABILITÉS ET COMPÉTENCES DES ANIMATEUR·RICES POUR LA DÉLIVRANCE DE SOINS EN CENTRE DE VACANCES.....	8
6. ANNEXES.....	10

Annexe 1 : Proposition de « fiche Santé ».

Annexe 2 : Contenus suggérés de la boîte de soins et de la trousse de secours.

- A. La boîte de soins : à avoir sur place
- B. La trousse de secours : à emporter à l'extérieur.
- C. Médicaments (maximum autorisé)

Annexe 3 : Proposition d'autorisation parentale

Annexe 4 : modèle de Carnet de soin

Annexe 5 : modèle de prescription médicale.

1. Introduction

L'objectif de cette note est de clarifier le cadre de gestion des soins de santé que nous voulons promouvoir au sein de nos OJ. Cette procédure représente notre vision de la gestion « en personne prudente et responsable » dans nos activités. Cette note (initialement réalisée par Les Scouts, Les Guides, J&S, la FNP, la FNPF, les Stations de plein air et l'ICC), a été actualisée en 2022, par Ocarina, Les Scouts, Les Guides et les Stations de Plein Air du Parc Parmentier, en s'appuyant sur "Mômes en Santé" ¹.

Le document a été relu par le Professeur Dominique Biarent (pédiatre chef de service des urgences et soins intensifs pédiatriques de l'Hôpital des Enfants Reine Fabiola) et par le médecin Alex Peltier (directeur médical des Mutualités Chrétiennes).

2. Administration des médicaments

2.1. TRAITEMENTS EN COURS ET CAS SPÉCIFIQUES

Il arrive qu'un enfant ou un·e jeune soit sous traitement médical avant l'activité ou qu'il·elle souffre d'une maladie qui nécessite un traitement régulier ou ponctuel.

Dans ce type de situation :

- Si le parent ou le·la tuteur·rice a jugé le·la participant·e autonome dans sa prise de médicament, ce sera consigné par écrit (la prise de médicaments est alors sous la responsabilité du·de la participant·e) ;
- Si le·la participant·e n'est pas jugé·e autonome, l'encadrant·e pourra assurer (dans la mesure de ses possibilités) le suivi du traitement sur base de la prescription médicale.

Quelle que soit la situation, parents, encadrant·es et participant·es doivent se sentir à l'aise et serein·es vis-à-vis de cette médication durant la prise en charge. Les informations préalables et consignées par écrit sont indispensables.

Attention : Quand on parle de « médicament », on inclut aussi les produits qui relèvent de l'homéopathie, de la phytothérapie, de l'aromathérapie (traitement avec des huiles essentielles).

Pour tout soin particulier :

(On pensera notamment aux enfants ou aux jeunes souffrant d'épilepsie, d'asthme, d'allergies...)

Il convient d'organiser un échange avec les parents afin de mettre en place les conditions nécessaires pour le bien-être de l'enfant et pour qu'il puisse participer aux activités.

Les parents seront informés des limites des responsabilités endossées par l'animateur·rice. Une décharge pourra éventuellement être signée. C'est un document énonçant la prise de

¹ ONE, (2017). Mômes en santé – La santé en collectivité pour les enfants de 3 à 18 ans – disponible sous forme de brochure ou en PDF

conscience de la part des parents des difficultés éventuelles liées au traitement de leur enfant et des limites de l'action des animateurs·rices.

Dans certains cas, il est aussi recommandé de demander la délivrance d'un certificat autorisant la participation de l'enfant ou du jeune, par son médecin traitant. La participation à l'activité d'un·e enfant peut être refusée si l'animateur·rice ne se sent pas capable d'effectuer les soins.

Dans tous les cas :

- Il faut informer au préalable les parents sur les compétences du personnel d'encadrement : préciser si les encadrant·es possèdent ou non une qualification en soins infirmiers.
- Les médicaments ainsi apportés seront accompagnés d'une prescription médicale (si possible en DCI²). Idéalement, ils seront préparés par les parents dans un semainier avec le nom, le jour et l'heure. Les instructions précises d'administration accompagneront les médicaments.
- L'encadrant·e doit respecter scrupuleusement les consignes. S'il·elle a un doute, un contact sera pris avec le médecin traitant ou le parent.
- Les médicaments de plusieurs participant·es ne peuvent pas être mélangés ni partagés avec ceux d'autres participant·es. Ils sont étiquetés au nom de l'enfant et ne sont pas rangés dans la boîte de soins.
- L'encadrant·e s'assurera de la prise des médicaments par l'enfant et le consignera dans le carnet de soins.
- En cas de perte, ou de quantité insuffisante du produit en cours de traitement, l'organisateur·rice prendra contact avec le·la médecin traitant pour obtenir une prescription. Dans l'idéal, les parents auront prévu une ordonnance supplémentaire (si possible en DCI³) pour faire face à cette situation. Si le·la médecin traitant n'est pas joignable, un suivi sera assuré par un·e médecin local·e.

Dans beaucoup de cas, les parents n'ont pas de prescription médicale quand ils confient l'enfant et ils demandent aux encadrant·es de poursuivre un traitement en cours. Face à ces situations, pour quand même assurer un cadre, nous demandons aux parents de remplir une autorisation parentale pour l'administration de ce(s) médicament(s).

Quelle est la valeur juridique d'un tel document ?

Il n'en a malheureusement aucune... Il ne peut pas décharger la responsabilité éventuelle de l'animateur·rice qui a administré ou non un médicament.

Cependant, ce document est toujours mieux que rien. En effet, si un dommage a été commis ainsi qu'une faute et qu'il existe un lien causal entre les deux et qu'une responsabilité doit être établie, ce document pourrait être utile. Si l'affaire devait arriver devant le·la juge, celui-

² Dénomination Commune Internationale

³ Idem

ci devrait prendre une décision quant à la responsabilité sur base de différents éléments. Lors de l'analyse du dossier, au cas par cas, le-la juge appréciera la responsabilité en fonction des différents éléments en présence et pourra prendre en compte ou non le document signé par les parents. Toutefois, il-elle n'en a pas l'obligation. Ce document pourrait être un « élément de preuve » qui établirait que l'animateur·rice a pris toutes les précautions pour agir en personne prudente et responsable.

En conséquence, comme l'indique le protocole soin de santé, une prescription est obligatoire pour l'administration de médicaments. Elle doit donc être toujours exigée. En cas d'absence du document au moment du départ et en dernière alternative, les animateurs·rices peuvent à défaut proposer une « autorisation parentale », comme pis-aller.

2.2. MÉDICAMENTS FOURNIS PAR NOS SOINS

A priori, toute administration libre de médicaments est interdite.

Néanmoins en connaissance des besoins du terrain, dans certaines conditions, certains médicaments (Paracétamol, antiseptique, pommade apaisante pour bleus et piqûres sur avis médical ou du-de la pharmacien·ne) pourront être donnés si la situation le requiert pour le bon déroulement des activités et le bien-être de l'enfant ou du jeune. Il est important que les parents soient tenus au courant de cette possibilité via le règlement d'ordre intérieur ou via la fiche médicale qu'ils remplissent.

Ces médicaments ne pourront pas être donnés plus de 1 à 2 jours sans avis médical, ni si un autre traitement est en cours. En cas de doute, la responsabilité consiste à assister une personne en danger et donc à passer le relais à des professionnel·les (médecin, 112...).

Mieux vaut un coup de fil en trop que trop peu.

Que faire en cas de mal de tête ?

Le mal de tête est un symptôme très fréquent. Sans fièvre, il accompagne souvent de la fatigue, faim/soif, une tension émotionnelle, des problèmes de vue ou un traumatisme crânien.

Avec fièvre (voir ci-après), il signe la plupart du temps une infection virale ou bactérienne.

- Proposez à l'enfant un verre d'eau.
- Laissez-le se reposer au calme tout en le-la surveillant régulièrement.
- Parlez avec l'enfant pour mieux comprendre ce qui se passe :
 - Est-ce la première fois ?
 - Est-il-elle tombé·e, a-t-il-elle reçu un choc, un coup dans les heures précédentes ?
 - N'est-il-elle pas à jeun depuis trop longtemps, ou n'est-il-elle pas diabétique ?
 - Est-il-elle fatigué·e, vit-il-elle des émotions difficiles ?
 - Est-il-elle resté·e trop longtemps au soleil, ou dans une ambiance surchauffée ?
- Posez-lui une compresse fraîche sur le front.
- Tranquillisez-le-la, prêtez-lui attention.
- Prenez la température. En cas de fièvre, donnez-lui éventuellement un médicament qui fait tomber la fièvre (Paracétamol, voir ci-dessous).

- Avertissez les parents si les maux se répètent.

Paracétamol

Si le paracétamol constitue le médicament de 1er choix chez l'enfant, il ne soigne pas :

Ce produit est utilisé pour ses propriétés antidouleur et anti-fièvre. La fiche de santé de l'enfant doit être consultée avant de donner un médicament afin de vérifier l'absence de contre-indication à son utilisation.

- Pour la fièvre, il est important de consulter rapidement le·la médecin, surtout si le comportement de l'enfant a changé. Le paracétamol peut être donné pour faire baisser la température en attendant la consultation.
- Pour la douleur, si elle est aiguë, persistante ou inexpliquée, il faut consulter le médecin. Le paracétamol permet de soulager l'enfant en attendant la consultation.

Doses usuelles recommandées de paracétamol :

- 15 mg par kilo de poids et par prise ;
- Dose éventuellement à répéter toutes les 6 heures.

A titre indicatif, par prise (et maximum 4 prises par jour) :

- 3-6 ans 200-300 mg
- 6-9 ans 250-400 mg
- 9-12 ans 350-500 mg
- 12-16 ans 450-500 mg
- >16 ans 500 mg

Le paracétamol doit être donné de préférence par la bouche (sirop, comprimé) et non sous forme de suppositoire.

Pommades apaisantes pour hématomes et piqûres d'insectes

Le choix du produit se fera sur avis du médecin ou du·de la pharmacien·ne

Attention, pas sur une plaie ouverte !

Antiseptique

Iso-Betadine® ou Cedium® (spray ou doses à usage unique recommandés)

Remarques :

- Ne jamais mélanger deux antiseptiques différents (risque de brûlure)! Par conséquent, nous recommandons de n'avoir qu'un seul type d'antiseptique dans la trousse de secours et la boîte de soin.
- Pour une petite plaie, un lavage correct avec du savon doux liquide (ph neutre) suffit, il n'est pas nécessaire d'utiliser un antiseptique.

Cooling en cas de brûlure

Traitement de première intention.

2.3. POINTS D'ATTENTION

- Cette liste sera communiquée aux parents/tuteur·rices afin qu'ils·elles donnent leur accord pour l'usage de ces produits.
- Ces médicaments ne pourront pas être donnés plus de 2 jours sans avis médical, ni si un autre traitement est en cours.
- En cas de doute, l'animateur·rice prendra contact avec un·e médecin.
- Aucun médicament autre que ceux de cette liste ne pourra être donné à l'initiative de l'animateur·rice.
- Cette liste est avalisée par le Professeur Dominique Biarent (pédiatre chef de service des urgences et soins intensifs pédiatriques de l'Hôpital des Enfants Reine Fabiola) et par le médecin Alex Peltier (directeur médical des Mutualités Chrétiennes).

3. Composition des boîtes de soins et trousse de secours

(Voir listes annexe - contenus avalisés par des médecins)

- Les boîtes de soins et trousse de secours sont gardées dans un lieu sec, hors de portée des participant·es et loin des grandes variations de température.
- Les médicaments spécifiques à un·e participant·e en cours de traitement sont mis séparément des autres produits afin d'éviter toute confusion. Ils seront remis aux parents après les activités.
- La boîte de soins reste sur le lieu d'animation principal.
- Les trousse de secours seront emportées lors des déplacements. Une trousse par groupe est nécessaire.

4. Fiche santé

(Voir annexe pour connaître les informations minimales devant s'y trouver)

Le contenu de la fiche-type est avalisé par un·e médecin. Toute personne présente à l'activité (participant·e, animateur·rice, intendant·e...) doit compléter une fiche. Cette fiche est utilisée par l'équipe d'animation dans le respect de la loi sur la vie privée : aucune information ne peut faire l'objet de discussion en dehors de l'organisation des soins et de son impact sur l'animation. De même, ces informations ne pourront en aucun cas être divulguées, à l'exception du corps médical contacté dans le cadre de soins apportés au·à la participant·e.

Les animateur·rices sont tenu·es à un devoir de réserve, de discrétion et de confidentialité. Ils·elles ne sont pas soumis au secret professionnel. (Dans le cas de personnes n'entrant pas dans le cadre d'un engagement bénévole, se référer au contrat de travail)

La structure d'accueil met en place une stratégie pour être en possession des fiches complétées. Les animateur·rices et les structures ne peuvent pas être tenu·es responsables en cas de non remise de la fiche ou d'une fiche mal complétée.

Ces fiches sont conservées à l'abri des regards indiscrets. Après les activités, les fiches sont rassemblées, conservées sous enveloppe par le·la responsable ou retournées à l'institution. Elles sont détruites maximum 1 an après l'activité, sauf si un dossier auprès d'une assurance a été ouvert. Dans ce cas, la fiche santé est jointe au dossier.

Les informations contenues dans la fiche santé feront l'objet d'un suivi. Accepter l'inscription d'un·e participant·e suppose que l'équipe d'animation est en mesure d'assumer son encadrement y compris les spécificités liées à sa santé et qu'elle sera à même de réagir adéquatement en cas de souci.

Une demande d'autorisation parentale, associée éventuellement à la fiche santé, signée, sera faite pour les éléments suivants :

- Le·la participant·e est placé·e sous la responsabilité de l'équipe encadrante ;
- Au cas où l'état de santé du·de la participant·e réclamerait une décision urgente et à défaut de pouvoir être contacté·e personnellement, toute initiative est laissée au·à la médecin ou chirurgien·ne;
- L'utilisation adaptée des médicaments se trouvant sur la liste ci-dessus.

5. Responsabilités et compétences des animateur·rices pour la délivrance de soins en Centre de Vacances

À partir du moment où les parents confient leurs enfants à des tiers, ces derniers deviennent responsables de la sécurité et du bien-être des enfants. On entend par **“responsable”** toute personne qui répond des actes des individus dont il·elle a la charge. Il s'agit généralement d'un parent, d'un grand-parent, d'un·e tuteur·rice légal·e, .., mais également d'un·e salarié·e ou d'un·e bénévole dans le cadre des activités définies par son institution.

Un protocole d'accord a été signé en mai 2014 entre les différents ministres de la Santé aux niveaux Fédéral, Communautaire et Régional⁴. Ce protocole clarifie les relations entre les professionnel·les de santé d'une part, et les encadrant·es des structures collectives d'accueil d'autre part, dans l'objectif de répondre adéquatement aux besoins de l'enfant, tout en respectant les **compétences** de chacun·e et en misant sur la complémentarité des professionnel·les.

Pour poser les bons gestes de délivrance de soins, l'animateur·rice utilisera de manière adéquate les différents outils liés à la gestion des soins (Carnet Réflexes / Mômes en Santé, carnet de soins, fiches santé, boîte de soins, trousse de secours, ...).

Dans tous les autres cas ou en cas de doute, s'il·elle n'a pas de diplôme médical ou d'infirmier·ère (dans les limites de son attribution), le relais passera au·à la médecin ou au 112 (en donnant les bonnes indications).

⁴ Protocole d'accord concernant la relation entre les personnes autorisées par l'ONE et les professionnels de santé. SPF santé publique - publié le 8 mai 2014 – www.one.be . Voir “Mômes en Santé”, p.9

La structure s'engage à informer ses animateur·rices de ce cadre.

Ce dernier est adapté aux réalités des centres de vacances belges.

Les annexes dont il est question dans ce document
sont disponibles sur le site lesscouts.be.